



# 2011

RAPPORT  
ANNUEL

## Office de l'assurance invalidité



Partie V

---



## 1. ACTIVITÉ DE L'OFFICE

L'Office de l'assurance invalidité du Jura assume les tâches suivantes :

- met en œuvre la détection précoce
- détermine, surveille et met en œuvre les mesures d'intervention précoce
- examine si les conditions générales d'assurance sont remplies
- examine si le requérant est susceptible d'être réadapté, pourvoit à l'orientation professionnelle et à la recherche d'emplois par le placement actif
- détermine les mesures de réadaptation et en surveille l'exécution
- évalue l'invalidité et l'impotence
- prend les décisions relatives aux prestations
- informe le public
- contrôle le bien-fondé des factures individuelles et collectives
- procède aux enquêtes économiques auprès des personnes qui s'occupent du ménage et des personnes impotentes
- exerce le recours contre le tiers responsable
- tisse un réseau de relations professionnelles avec les partenaires de la réadaptation

### Les nouvelles demandes

Au 1<sup>er</sup> janvier 2008 sont entrées en vigueur les réformes de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, ainsi que la 5<sup>e</sup> révision de la loi sur l'assurance-invalidité. Ces modifications ont amené une forte baisse des nouvelles demandes chez les mineurs et une augmentation sensible chez les majeurs par rapport à 2007. Par contre, nous constatons une augmentation sensible des demandes de moyens auxiliaires AVS en raison principalement des modifications survenues le 1<sup>er</sup> juillet 2011 dans le financement des appareils acoustiques. En effet, de nombreuses personnes assurées ont présenté une demande afin de bénéficier des conditions plus avantageuses

en vigueur avant la modification. Le graphique de la page ci-contre donne l'évolution des nouvelles demandes de 2007 à 2011.

### Le délai de traitement des demandes

Au 31 décembre 2011, les dossiers en suspens dans le cadre des premières demandes de prestations étaient répartis selon le tableau ci-après :

Premières demandes en suspens

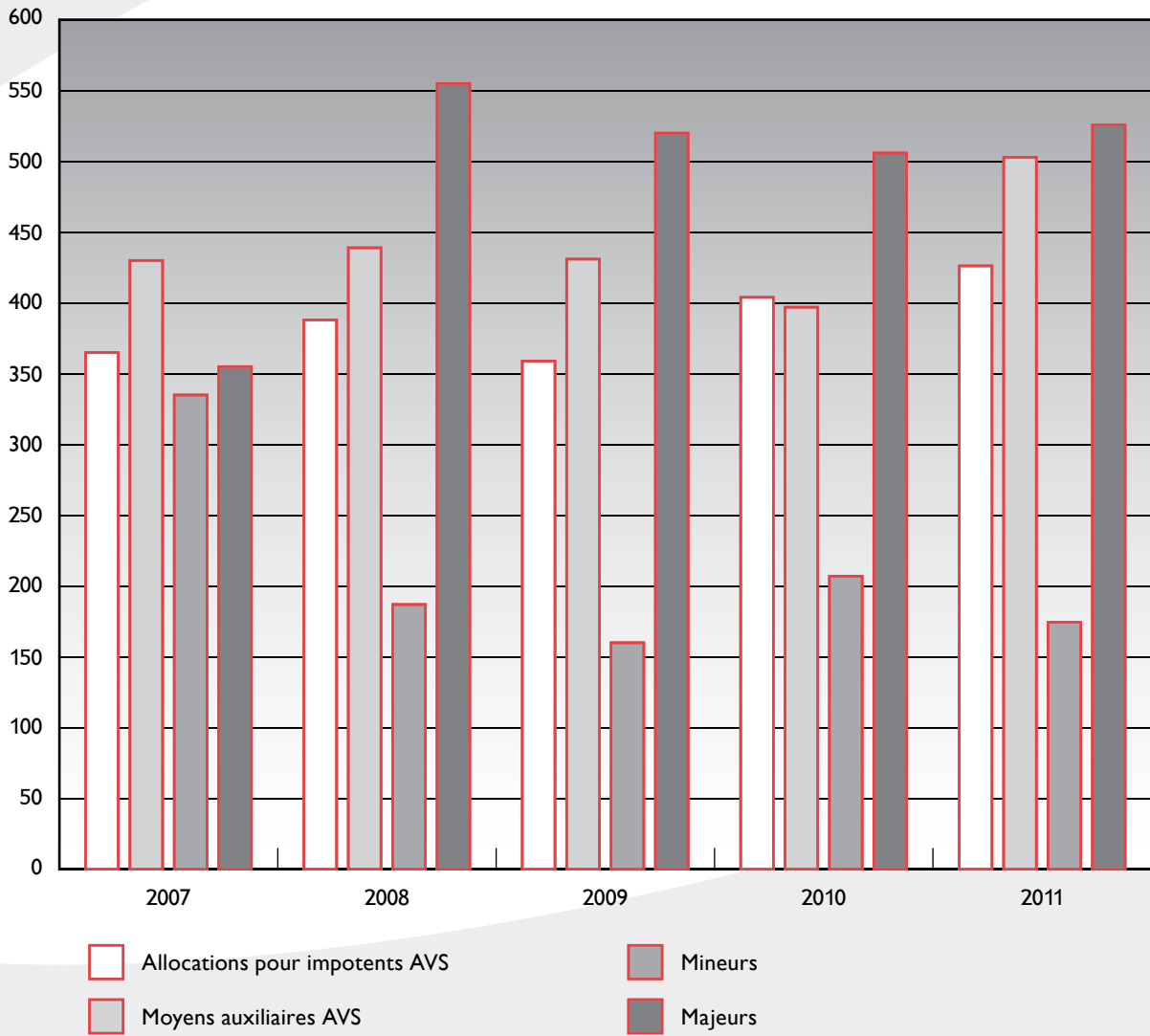
Etat au	31.12.2010	31.12.2011
Office AI	177	94
Médecins	23	119
Employeurs	22	22
Service médical régional (SMR)	31	28
Personnes assurées	0	48
Divers	30	23
<b>Total</b>	<b>283</b>	<b>334</b>

### Les dossiers mis en travail dans le cadre des mutations

L'Office AI ouvre à nouveau des dossiers provisoirement fermés afin de procéder à des révisions de prestations, d'étudier l'octroi de prolongations ou des renouvellements. Le nombre de ces cas a subi l'évolution suivante :

	2010	2011
Mineurs	279	317
Majeurs	1'710	1'516
<b>Total</b>	<b>1'989</b>	<b>1'833</b>

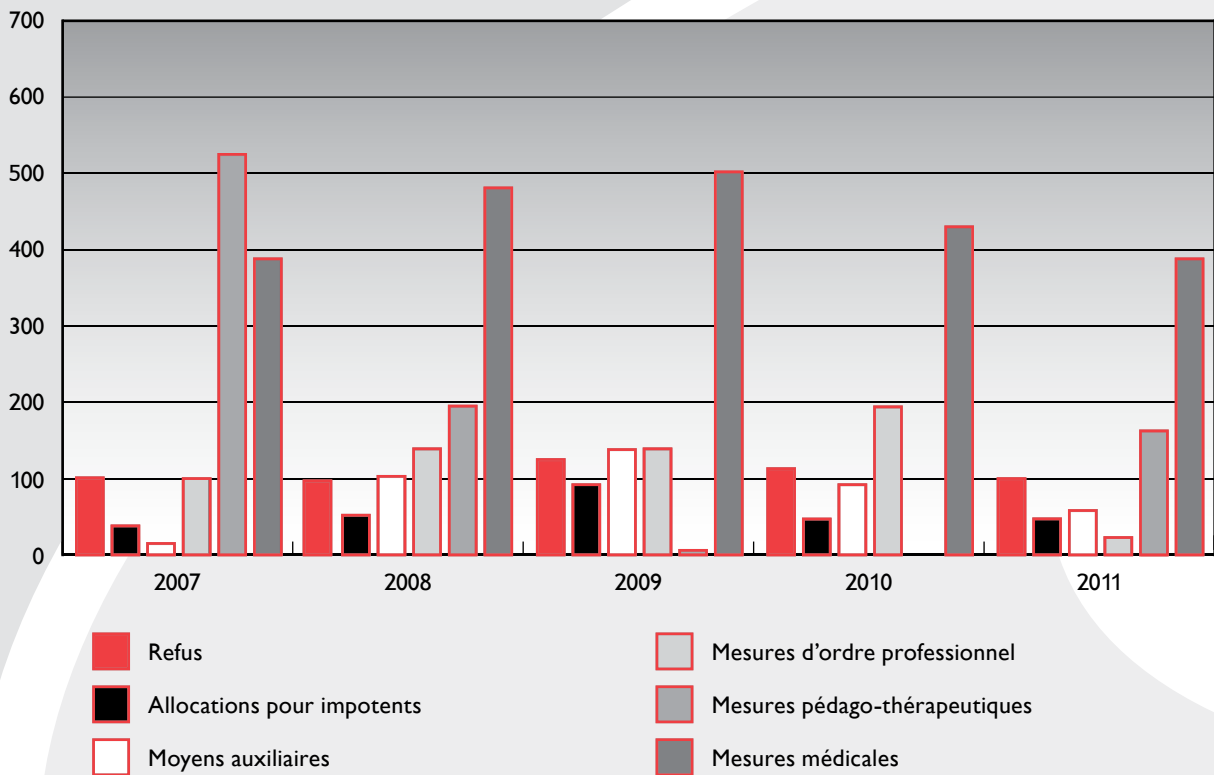
### Evolution des nouvelles demandes (en nombre)



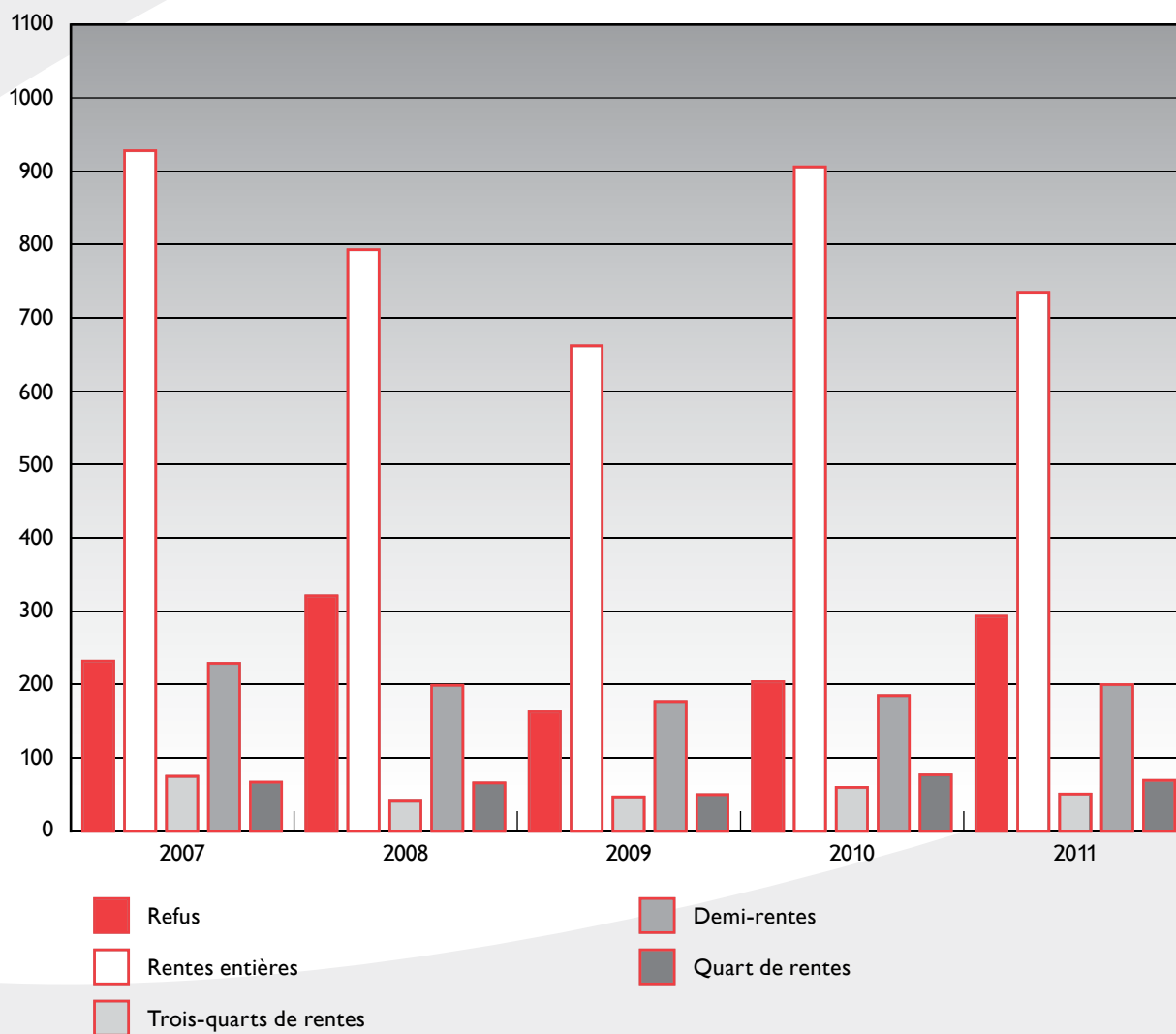
## 2. LES PRESTATIONS

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des prestations accordées et refusées chez les mineurs et les majeurs.

### Prestations chez les mineurs (en nombre)

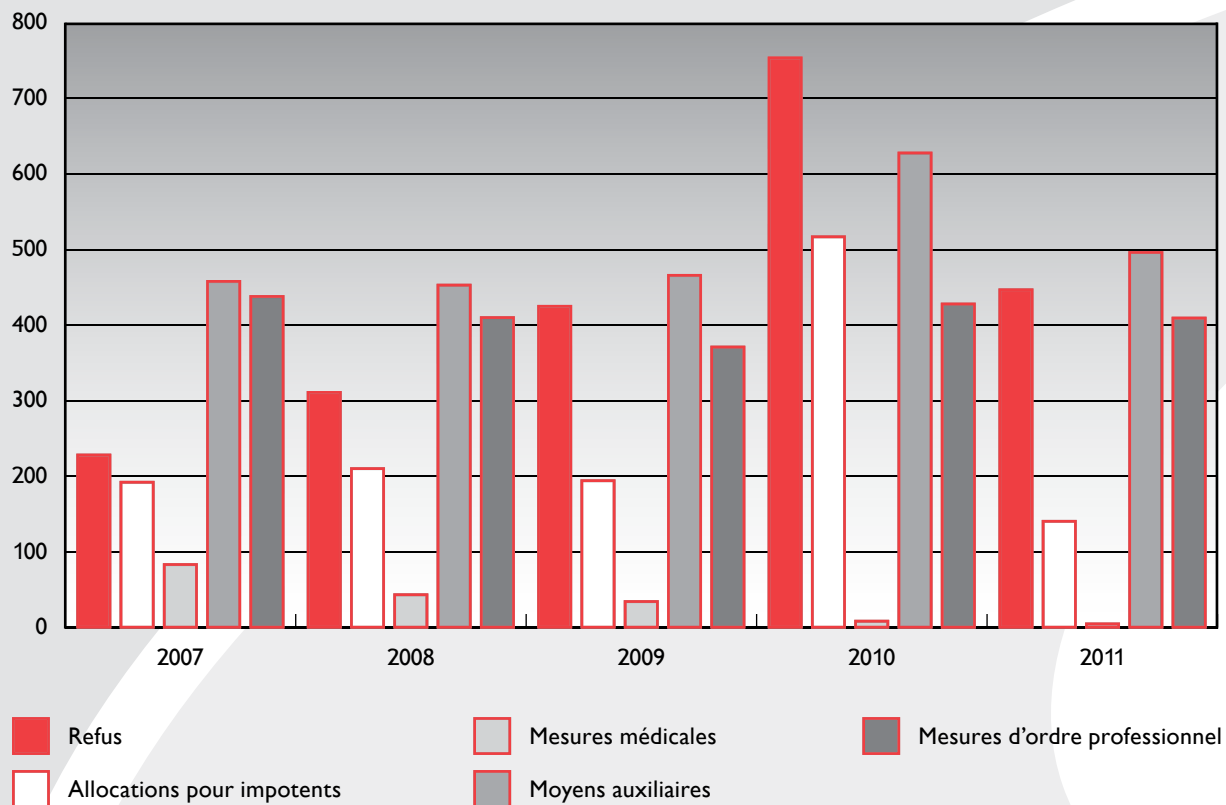


## Rentes chez les majeurs (en nombre)



Ces chiffres comprennent également les révisions de rentes.

### Autres prestations chez les majeurs (en nombre)



## La 5<sup>e</sup> révision de l'AI

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, l'Office AI utilise les nouveaux moyens mis à sa disposition dans le cadre de la 5<sup>e</sup> révision de l'assurance-invalidité en faveur des personnes atteintes dans leur santé, afin de les maintenir dans une activité professionnelle.

Pour ce faire, les personnes assurées peuvent s'adresser à l'Office AI, par le biais d'une communication de détection précoce, afin d'obtenir un entretien personnel de conseil après une incapacité de travail totale ou partielle de quatre semaines. D'autres personnes impliquées dans le processus, tels que les proches de la famille, les médecins et les employeurs, par exemple, sont également autorisés à communiquer une situation après en avoir informé la personne assurée.

En 2011, l'Office AI a enregistré 267 communications de détection précoce émanant de :

Détection précoce	2010	2011
La personne assurée ou son représentant légal	11	24
Les membres de la famille	2	1
L'employeur	142	142
Le médecin traitant	12	22
L'assureur indemnités journalières en cas de maladie	29	48
Les institutions d'assurances privées	11	12
L'assureur-accidents LAA	5	3
L'institution LPP	0	0
L'assurance-chômage	2	4
Le service de l'action sociale	20	11
L'assurance-militaire	0	0
Autres	1	0
<b>Total</b>	<b>235</b>	<b>267</b>



Sur les 267 communications de détection précoce qui lui sont parvenues, l'Office AI a enregistré le dépôt de 92 demandes de prestations. Ces dernières ouvrent le droit, si cela s'avère approprié, aux mesures d'intervention précoce qui ont pour but de maintenir à leur poste de travail les personnes assurées en incapacité de travail ou de permettre leur réadaptation à un nouveau poste au sein de la même entreprise ou ailleurs. C'est dans ce cadre qu'en 2011, l'Office AI a pris en charge 361 mesures d'intervention précoce.

La personne assurée qui présente depuis six mois une incapacité de travail de 50% au moins peut avoir droit à des mesures de réinsertion préparant à la réadaptation professionnelle, pour autant que celles-ci servent à créer les conditions permettant la mise en œuvre de mesures d'ordre professionnel. Ces mesures s'adressent en particulier aux personnes souffrant d'une maladie psychique. L'Office AI a pris en charge 33 mesures de réinsertion en 2011.

<b>Détail des mesures d'intervention précoce</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Adaptation du poste de travail	5	1
Cours de formation	77	58
Placements	1	0
Orientation professionnelle	20	19
Réadaptation socio-professionnelle	6	12
Mesures d'occupation	301	271
<b>Total</b>	<b>410</b>	<b>361</b>



## La réadaptation professionnelle

Le but premier de l'assurance-invalidité est de donner aux assurés, compte tenu de leur état de santé, une capacité de gain telle qu'elle existait avant le handicap. Pour y parvenir, diverses mesures sont mises en valeur :

- l'orientation professionnelle
- le réentraînement au travail
- la formation professionnelle initiale
- le service de placement
- le reclassement professionnel
- l'aide en capital.

Lors de chaque annonce à l'AI, les mesures de réadaptation sont étudiées d'office. Celles-ci sont accompagnées des conseils des spécialistes durant la réadaptation, des solutions aux problèmes de déplacements, de l'aménagement du poste de travail, des informations sur la réadaptation professionnelle et de la coordination des mesures entre partenaires de la réadaptation.

Compte tenu des cas initiaux et des prolongations, les prestations ci-après ont été allouées au niveau des mesures d'ordre professionnel :

<b>Formation professionnelle initiale</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Formation supérieure	0	2
Ecoles moyennes	0	0
Apprentissage ou formation équivalente	74	31
Formation élémentaire selon la loi sur la formation professionnelle	23	44
Préparation à une activité dans un atelier protégé	1	0
Autres	96	85
<b>Total</b>	<b>194</b>	<b>162</b>

<b>Reclassement</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Formation supérieure	0	1
Ecoles moyennes	0	2
Apprentissage ou formation équivalente	15	17
Formation élémentaire selon la loi sur la formation professionnelle	177	142
Préparation à une activité dans un atelier protégé	0	0
Réentraînement au travail dans la même profession	136	119
Autres	100	132
<b>Total</b>	<b>428</b>	<b>413</b>



### L'allocation pour impotent de l'AVS

Les bénéficiaires d'une rente de vieillesse ont droit à une allocation pour impotent de l'AVS, s'ils présentent une impotence de degré grave ou de degré moyen ou encore de degré faible, ce dernier degré étant entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Est impotent de degré grave celui qui a besoin d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir tous les actes ordinaires de la vie et que son état de santé nécessite des soins permanents ou une surveillance personnelle de tous les instants. Est impotent de degré moyen celui qui a besoin d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir au moins quatre des actes ordinaires de la vie ou celui qui a besoin d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir au moins deux desdits actes et nécessite, en outre, une surveillance personnelle permanente. Est impotent de degré faible celui qui a besoin d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir au moins deux desdits actes ou nécessite une surveillance personnelle permanente et vit à domicile.

En 2011, il a été enregistré 430 (404) demandes; de ces 430 cas, l'Office AI a prononcé 51 (58) refus. Relevons que les demandes parviennent principalement des homes pour personnes âgées.

### Les moyens auxiliaires de l'AVS

Les bénéficiaires d'une rente de vieillesse domiciliés en Suisse peuvent recevoir une contribution aux frais d'achat ou de location de certains moyens auxiliaires, dont la liste est exhaustive (chaussures orthopédiques sur mesure, épithèses faciales, perruques, appareils acoustiques, appareils orthophoniques après opération du larynx, fauteuils roulants sans moteur, lunettes-loupe). En 2011, 496 (409) décisions positives ont été rendues et 66 (58) demandes ont été rejetées.

### Les enquêtes au domicile des assurés

Dans le but de définir les handicaps que rencontre une personne dans les travaux du ménage et afin de définir l'ampleur de l'impotence dans les cas AI et AVS, des personnes spécialisées de l'Office AI se rendent à domicile pour répondre à des questions précises dictées par la loi et les directives d'application. C'est ainsi qu'en 2011, 137 (118) enquêtes pour les personnes qui s'occupent partiellement ou totalement du ménage, 173 (206) d'impotence AI et 376 (280) d'impotence AVS ont été effectuées sur place.

### La facturation

L'Office AI reçoit les factures des médecins, des physiothérapeutes, des hôpitaux, des centres de formation ou de traitement, des pharmacies, des assurés, etc., afin d'en contrôler le bien-fondé et de les transmettre à la Centrale de compensation à Genève pour paiement. C'est ainsi qu'en 2011, près de 18'000 (15'000) factures ont été contrôlées pour un montant global de plus de 21 (20,8) millions de francs.

### 3. COMPTE D'ADMINISTRATION



<b>CHARGES</b>	2010	2011
Salaires	2'130'290.80	<b>2'347'047.10</b>
Charges sociales	435'418.85	<b>490'085.95</b>
Débours et frais de formation	99'254.25	<b>104'030.80</b>
Fournitures de bureau, imprimés et matériel technique	36'251.35	<b>38'631.30</b>
Mobilier et machines: acquisitions, entretien, redevances	18'549.75	<b>64'980.35</b>
Frais du système TEI	349'634.90	<b>733'804.90</b>
Ports et taxes téléphoniques	71'715.60	<b>73'929.85</b>
Loyer et charges liées aux locaux	192'969.00	<b>200'312.70</b>
Prestations de service par des tiers	422'790.10	<b>486'762.50</b>
Frais de révision externe	7'370.60	<b>7'398.00</b>
Frais ordinaires d'organisation et consultants	—,—	<b>24'060.65</b>
Autres frais	19'766.00	<b>23'014.70</b>
<b>Total</b>	<b>3'784'011.20</b>	<b>4'594'058.80</b>

<b>PRODUITS</b>	2010	2011
Travaux pour tiers	10'532.00	<b>10'168.20</b>
Produits d'administration divers	23'278.25	<b>4'294.40</b>
Remboursements de prestations d'assurances	15'748.50	<b>5'673.65</b>
<b>Total</b>	<b>49'558.75</b>	<b>20'136.25</b>
<b>Résultat</b>	<b>3'734'452.45</b>	<b>4'573'922.55</b>

